



Communiqué de Presse N°23 - 12 juillet 2013

Signature du Contrat de site :

derrière l'écran de fumée : l'échec ...

Tout le monde le sait, le mois de Juillet est propice à l'annonce par les autorités des événements, dont ils sont souvent les moins fiers.

Ce sera sans doute le cas, pour la signature d'un Contrat de Redynamisation du site de la BA 112, après cinq années presque jour pour jour, de manœuvres aussi opaques qu'inefficaces. Car, pour les adhérents de Vacarmes, au fait du dossier depuis le premier jour, celui-ci représente malheureusement pour notre secteur, une bien piètre fin d'épisode dont les décideurs n'ont vraiment pas lieu d'être fiers. .

Le Syndicat Mixte du Nord Rémois , Présidé par M. Savary, Reims Métropole présidée par Madame Hazan et les représentants locaux de l'Etat sont en effet sur le point de signer un accord qui, loin de « Redynamiser » le site de l'ex-base, risque fort de le maintenir pour encore longtemps à l'état de friche, abandonnant ainsi à la ruine des installations encore fort viables au jour d'aujourd'hui. Ils en seront devant la population, les seuls et uniques responsables.

En refusant, de manière répétée, d'entrer dans un dialogue réel et constructif avec notre association, ils ont montré très clairement, (et les preuves en sont lisibles sur le site internet de vacarmes) que leur intention n'était pas de tenir compte de l'avis du citoyen ni de sa qualité de vie, mais bien de décider unilatéralement, pour satisfaire leurs desseins politiques personnels.

Cela se traduit, de fait, par un contrat :

- qui est partiellement détourné de son objet puisqu'il inclut dans ses projets de financement, des zones bien en dehors du site propre de l'ex-BA 112,
- qui permet au Conseil Général, (M. Savary) de financer le pôle IAR de Bazancourt sur d'autres fonds que les siens,
- qui permet à Reims-Métropole (Madame Hazan) de programmer le Nord-Rémois comme le futur espace « poubelle » de la zone d'influence de la métropole,
- qui permet aux représentants de l'état, fortement impliqués, de se débarrasser d'un dossier qui les encombre depuis un trop long moment et qui a valu déjà, quelques superbes « promotions » à certains de leurs prédécesseurs.

La signature prochaine de ce Contrat de Site aussi creux qu'inutile, n'entame en rien la détermination des adhérents de Vacarmes à faire valoir le droit à la vérité et à la transparence.

Au travers de ce dossier, Vacarmes dénonce la politique du « chèque en blanc » que certains élus demandent à leurs électeurs. Nous continuerons à agir pour que l'avis des citoyens et la qualité de la vie qu'ils ont choisie, urbaine ou non, soient respectés.
